

Instauration du périmètre de protection rapproché du forage d'Audun d'alimentation en eau potable à Fossé

Réhabilitation d'un forage agricole

PROCES-VERBAL DE REMISE D'OUVRAGE

Article 1 - Préambule

Le forage agricole existant à réhabiliter a fait l'objet d'un arrêté préfectoral n° 01-1257 en date du 11 avril 2001 portant autorisation d'ouvrages permettant le prélèvement en eaux souterraines.

Le forage existant se situe au lieu-dit « Pièce du Parc » à FOSSÉ, sur la parcelle cadastrale ZH 58 (nouvelle référence cadastrale : AE 132) dans le périmètre de protection rapproché du forage d'Audun d'alimentation en eau potable du SIAEP, qui a été déclaré d'utilité publique par arrêté préfectoral n°2004-351-12, en date du 16 décembre 2004.

A ce jour, le forage existant sus visé appartient à Monsieur Bernard VOYER et Madame Édith VOYER, appelés dans ce qui suit « les propriétaires », demeurant, 4 rue des Noyers, 41330 FOSSÉ. Monsieur Bernard VOYER, représentant les propriétaires, est le gérant du Groupement Foncier Agricole (GFA),

Dans le cadre de la mise en place du périmètre de protection rapproché, les travaux de réhabilitation du forage agricole ont été déclarés d'utilité publique par l'arrêté préfectoral sus visé. L'annexe n°2 à l'arrêté précise notamment les « *Prescriptions particulières concernant le forage d'irrigation de la parcelle ZH 58* ».

Préalablement au démarrage des travaux, une première convention entre le maître de l'ouvrage et les propriétaires a été signée le 30 novembre 2009 pour une « *autorisation des travaux de foration* ». La convention a été conclue pour une durée de deux ans.

Le 9 juillet 2009, un marché a été passé entre le SIAEP et l'entreprise CISSE - ZA de la Vollerie - 72 440 BOULOIRE, pour la réalisation du génie civil d'un nouveau forage en dehors du périmètre de protection rapproché du forage d'Audun.

Les travaux comprenaient notamment :

- la réalisation d'un forage tubé de 90 mètres de profondeur,
- les essais de pompage ;
- le bouchage de l'ancien forage.

La réalisation des équipements hydrauliques, électromécaniques et électriques devaient faire l'objet d'un autre marché.

Des essais de pompage dans le forage, réalisés le 26 mars 2010, ont montré que le débit capable en exploitation de celui-ci n'était que de 40 m³/h au lieu des 50 m³/h demandés et autorisés.

Un courrier de la Direction Départementale des Territoires de BLOIS, en date du 30 mars 2011, en réponse à une demande du SIAEP du 1^{er} mars 2011, confirme que les propriétaires du forage sont en droit de réclamer un débit de 50 m³/h, débit autorisé par l'arrêté préfectoral sus visé.

De façon à obtenir un débit d'exploitation minimum de 50 m³/h pour l'irrigation des cultures, une étude comparative a été réalisée par la société SAFEGE, entre deux solutions possibles :

- réalisation d'un deuxième forage complémentaire, devant garantir un débit minimal capable de 10 m³/h, à une centaine de mètres environ du forage de 40 m³/h ;
- réalisation d'un bassin tampon de stockage des eaux pompées dans le forage de 40 m³/h, d'un volume suffisant, de façon à permettre un débit nécessaire minimal discontinu de 50 m³/h, pour l'irrigation.

La seconde solution ayant été retenue, notamment du point de vue économique, celle-ci a fait l'objet d'une seconde convention (la première étant devenue caduque) passée entre les propriétaires et le SIAEP, en date du 1^{er} juillet 2014.

L'objet de la convention concernait la définition des nouvelles conditions d'intervention et de réalisation par le SIAEP des travaux de mise en conformité du forage agricole dans le cadre de l'instauration du périmètre de protection rapproché du captage d'alimentation en eau potable.

Le bassin a été construit sur la parcelle, appartenant aux propriétaires, figurant au plan cadastral sous le numéro 127, Section AE, au lieu-dit "La pièce", sur la commune de FOSSÉ.

Les travaux qui ont été réalisés sous maîtrise d'œuvre et maîtrise d'ouvrage du SIAEP comprenaient principalement :

1. Dans un premier temps :

- la création d'un bassin étanche de stockage des eaux pompées dans le nouveau forage existant de façon à permettre un débit nécessaire minimal d'exploitation pour l'irrigation, de 50 m³/h calculé sur une période moyenne journalière de vingt heures,
- la mise en place d'une clôture grillagée de protection autour du bassin avec un portail d'accès,
- l'installation dans le forage existant d'un groupe électropompe immergé capable d'un débit d'exploitation minimal de 40 m³/h, avec les équipements hydrauliques (colonne d'exhaure, vannes, etc.) et électriques,
- l'installation en sortie du bassin de stockage d'un groupe électropompe horizontal capable d'un débit minimal d'exploitation de 50 m³/h, avec les équipements hydrauliques (colonne d'exhaure, vannes, clapet antiretour, etc.) et électriques,
- les raccordements au réseau d'irrigation existant du propriétaire,
- l'installation d'une armoire de commande générale des deux groupes électropompes dans le local existant située dans l'emprise des parcelles ci-dessus désignées, après enlèvement des équipements de commande actuelle du groupe électropompe de l'ancien forage non conforme.

2. Dans un second temps :

- le rebouchage de l'ancien forage non conforme.

Modalités de rétrocession du nouvel ouvrage d'irrigation

Le maître d'ouvrage s'est engagé à rétrocéder aux propriétaires, le nouveau forage d'irrigation après :

- le contrôle de l'étanchéité du bassin,
- les essais de mise en marche et de mise au point des installations du nouvel ouvrage,
- les vérifications et le contrôle du fonctionnement des installations pendant la période d'irrigation d'avril à octobre 2015,
- le rebouchage de l'ancien forage, effectué sous le contrôle d'un hydrogéologue agréé,
- la réception des travaux effectués par les différentes entreprises,

Le maître d'ouvrage adressera au préfet de Loir-et-Cher (Police de l'Eau) le dossier des travaux de foration et la délibération du conseil syndical du SIAEP rétrocédant le nouvel ouvrage, avec les coordonnées des propriétaires.

Les propriétaires auront à leur charge les frais d'entretien et d'exploitation du nouvel ouvrage à compter de la date de remise de l'ouvrage et de la délibération conseil syndical du SIAEP rétrocédant l'ouvrage.

Modalités de rebouchage du forage d'irrigation existant

Les propriétaires se sont engagés, après que le nouvel ouvrage ait été raccordé au réseau d'irrigation existant, après que les essais des équipements d'irrigation ont été reconnus satisfaisants, à autoriser le maître d'ouvrage à procéder aux travaux de rebouchage du forage d'irrigation existant situé sur la parcelle cadastrée n°132 section AE à FOSSÉ, après la saison d'irrigation 2015.

Article 2 - Réception des travaux

Réalisation du nouveau forage et rebouchage du forage existant

Les travaux ont été réalisés par l'entreprise Cissé – ZA de la Vollerie -72 440 BOULOIRE. Ceux-ci ont faits l'objet d'un procès-verbal de réception, sans réserve, en date du 18 novembre 2015.

Réalisation du bassin de stockage des eaux de 400 m³

Les travaux ont été réalisés par l'entreprise Travaux Publics GUILLON – 41190 HERBAULT. Ceux-ci ont faits l'objet d'un procès-verbal de réception, sans réserve, en date du 11 février 2015.

Installation des équipements hydrauliques, électromécaniques, électriques et des groupes électropompes.

Les installations ont été réalisées par l'entreprise CHESNEAU Agritech Service Irrigation – ZI des Portes de Chambord BP 15 – 41500 MER. Celles-ci ont faits l'objet d'un procès-verbal de réception, sans réserve, en date du 21 avril 2015.

Article 3 - Remise de l'ouvrage

Vu l'arrêté préfectoral n°2004-351-12 en date du 16 décembre 2004 déclarant d'utilité publique le périmètre de protection rapproché du forage d'Audun d'alimentation en eau potable du SIAEP de FOSSE ;

Vu les termes de la convention, en date du 1^{er} juillet 2014, passée entre :

- les propriétaires, représentés Monsieur Bernard VOYER, gérant du Groupement Foncier Agricole (GFA), demeurant 4 rue des Noyers, 41330 à FOSSÉ ;
- le SIAEP de Fossé - Marolles - Saint Sulpice, représenté par Monsieur Charles RONCE, président,

Vu les procès-verbaux de réception, sans réserves, des ouvrages réalisés par les différentes entreprises;

Vu la délibération du conseil syndical du SIAEP, en date du 9 décembre 2015, autorisant le président du SIAEP à signer le présent procès-verbal de remise de l'ouvrage ;

Vu la visite de l'ouvrage effectuée le 16 décembre 2015 en présence de :

- M. Bernard VOYER ;
- M. Pierre-Emmanuel VOYER ;
- M. Gabriel MARCHANDEAU ;
- M. Jacky REMAY ;
- M. Jean-Marie HALLOUIN ;
- M. Sébastien DENANCE ;
- M. Charles RONCE.

L'ouvrage défini ci-avant, qui a été réalisé en grande partie, à la charge financière du SIAEP, dans le cadre de l'instauration du périmètre de protection rapproché du forage d'Audun d'alimentation en eau potable à Fossé, est remis aux propriétaires, à compter du 16 décembre 2015. .

Fait en trois exemplaires,

À FOSSÉ, le 16 décembre 2015

Pour les propriétaires,
Le gérant du GFA,

Bernard VOYER



Pour le maître de l'ouvrage,
Le président du SIAEP,

Charles RONCE

